

Unité bi-départementale Calvados Manche

Caen, le 01/02/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 17/01/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **SEROC**

Zone Industrielle  
Rue des Albatros  
14520 PORT EN BESSIN HUPPAIN

Références : CB 2022-14-58

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/01/2022 dans l'établissement SEROC implanté Zone Industrielle Rue des Albatros 14520 PORT EN BESSIN HUPPAIN. L'inspection a été annoncée le 10/01/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SEROC
- Zone Industrielle Rue des Albatros 14520 PORT EN BESSIN HUPPAIN
- Code AIOT dans GUN : 0005305582
- Régime : Enregistrement

Cette ICPE est soumise à la rubrique 2710-1b (DC) pour 5,23t de déchets dangereux et à la rubrique 2710-2b (E) à hauteur déclarée de 546m<sup>3</sup> de déchets non dangereux. Elle est gérée pour la collecte et l'enlèvement par le SEROC et ne reçoit pas d'amiante. Elle est située dans la zone d'activité de la commune.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- gestion des eaux
- incendie
- registre des déchets

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Cette déchèterie apparaît bien entretenue, la signalétique est récente et claire, il y a 2 agents présents sur place. Les enlèvements sont programmés par le SEROC en veillant à éviter les périodes d'affluence. Sont présentes: 1 benne gravats (+1 benne tampon), 1 benne carton, 1 benne bois, 1 benne métaux, 1 benne déchets verts, 1 benne tout venant (+1 benne tampon). Les conteneurs classiques pour les huiles, les vêtements, les DMS, les batteries, les piles et l'écomobilier sont présents. La plateforme présentait environ 100m<sup>3</sup> de déchets verts. Le total de déchets non dangereux présents sur site est inférieur à la quantité déclarée de 546 m<sup>3</sup>.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

| Nom du point de contrôle                               | Référence réglementaire                           | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|--------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------|
| Prévention des chutes et collisions.                   | Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 27      | /                                                                                                          |                   |
| Collecte des eaux pluviales.                           | Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 32      | /                                                                                                          |                   |
| étanchéité de la plateforme                            | Arrêté Ministériel du 23/03/2012, article 12      | /                                                                                                          |                   |
| Valeurs limites de rejet.                              | Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 35      | /                                                                                                          |                   |
| Surveillance par l'exploitant de la pollution rejetée. | Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 38      | /                                                                                                          |                   |
| Registre des déchets sortants.                         | Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 43 > I. | /                                                                                                          |                   |

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| Nom du point de contrôle                                | Référence réglementaire                            | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)           | Autre information |
|---------------------------------------------------------|----------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------|
| Propreté de l'installation.                             | Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 9        | /                                                                                                                    |                   |
| Clôture de l'installation.                              | Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 15       | A été refaite                                                                                                        |                   |
| Installations électriques.                              | Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 19       | /                                                                                                                    |                   |
| Vérification périodique et maintenance des équipements. | Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 25       | L'exploitant s'est a priori déjà rapproché de la commune en 2015 pour s'assurer des débits disponibles sur la borne. |                   |
| Stockage rétention.                                     | Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 29 > IV. | /                                                                                                                    |                   |
| Surveillance par l'exploitant des émissions sonores.    | Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 41 > IV. | /                                                                                                                    |                   |

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La bonne gestion des eaux et en particulier la conformité des rejets est la priorité. Le système de registre des déchets doit progresser.

## 2-4) Fiches de constats

**Nom du point de contrôle :** Propreté de l'installation.

|                                                                                                                                                                                               |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 9                                                                                                                  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. |
| <b>Constats :</b> Les locaux et la plate-forme sont propres, aucun amas n'a été constaté.                                                                                                     |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                  |

**Nom du point de contrôle :** Clôture de l'installation.

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 15                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>L'installation est ceinte d'une clôture permettant d'interdire toute entrée non autorisée. Un accès principal est aménagé pour les conditions normales de fonctionnement du site, tout autre accès devant être réservé à un usage secondaire ou exceptionnel. Les issues sont fermées en dehors des heures d'ouverture. Ces heures d'ouverture sont indiquées à l'entrée principale de l'installation. |
| <b>Constats :</b> L'ensemble du site est clôturé. L'entrée se fait par un unique portail fermé à clé en dehors des périodes d'ouverture. Deux caméras enregistrent les activités sur l'ensemble du haut de quai et de l'entrée. Les horaires et le type de déchets acceptés sont indiqués en entrée.                                                                                                                                      |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |

**Nom du point de contrôle :** Installations électriques.

|                                                                                                                                                                                                                                                                      |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 19                                                                                                                                                                                        |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées. |
| <b>Constats :</b> Le rapport faisant suite au contrôle du 23/12/2021 ne présente pas de non-conformité.                                                                                                                                                              |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                         |

**Nom du point de contrôle :** Vérification périodique et maintenance des équipements.

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 25                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, colonne sèche par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur. |
| <b>Constats :</b> Une borne incendie est située à 111 m à l'extérieur au sud du site. Les dispositifs de défense interne contre l'incendie (extincteurs) ont été contrôlés le 18 janvier 2021.                                                                                                                                                                                          |
| <b>Observations :</b> L'exploitant devra se rapprocher de la collectivité compétence afin de s'assurer du bon fonctionnement et du débit disponible sur la borne incendie externe.                                                                                                                                                                                                      |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |

**Nom du point de contrôle :** Prévention des chutes et collisions.

|                                                                                                                                                                                                                                                     |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 27                                                                                                                                                                       |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Les piétons circulent de manière sécurisée entre chaque zones possibles de dépôts de déchets.                                                                                                                    |
| <b>Constats :</b> Des dispositifs anti-chute sont en place autour des bennes (partie haut de quai).<br>Aucun panneau n'indique l'interdiction d'accès au local de déchets dangereux de type DMS. Une signalétique adaptée devra être mise en place. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites                                                                                                                                                                                             |

**Nom du point de contrôle :** Stockage rétention.

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 29 > IV.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées. |
| <b>Constats :</b> Aucun contenant d'huiles ou de substances dangereuses sans rétention n'a été observé.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |

**Nom du point de contrôle :** Collecte des eaux pluviales.

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 32                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockages et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence. Ces équipements sont vidangés (hydrocarbures et boues) et curés lorsque le volume des boues atteint la moitié du volume utile du débourbeur et dans tous les cas au moins une fois par an, sauf justification apportée par l'exploitant relative au report de cette opération sur la base de contrôles visuels réguliers enregistrés et tenus à disposition de l'inspection. En tout état de cause, le report de cette opération ne pourra pas excéder deux ans. Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. |
| <b>Constats :</b> Les eaux de la plate-forme s'évacuent via un système de collecte vers un débourbeur déshuileur. L'eau qui en sort rejoint le milieu naturel superficiel. La dernière vidange de ce système de traitement date du 25/11/2020 soit de plus d'un an par rapport au jour de l'inspection. L'exploitant a fourni un justificatif indiquant que le passage de l'entreprise Madeline était prévu le 20/01/2022. L'exploitant devra fournir la facture et le bordereau de suivi déchets associé (mentionnant bien le code déchet).                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| L'exploitant a fourni un plan des réseaux indiquant la présence d'un second débourbeur déshuileur. L'exploitant doit statuer sur la présence ou non de ce second dispositif, en fonction de laquelle il doit, soit effectuer une vidange, soit mettre à jour le plan des réseaux. Les éléments d'éclairage concernant ce dernier point doivent être apportés.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |

**Nom du point de contrôle :** étanchéité de la plate-forme

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 23/03/2012, article 12                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Caractéristiques des sols.<br>Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme, l'environnement ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement, de façon à ce que le liquide ne puisse s'écouler hors de l'aire ou du local. |
| <b>Constats :</b> La plateforme présente des dégradations sur la partie bas de quai. L'exploitant doit s'assurer de son étanchéité.                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |

**Nom du point de contrôle :** Valeurs limites de rejet.

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 35                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>c) Dans le cas de rejet dans le milieu naturel (ou dans un réseau d'assainissement collectif dépourvu de station d'épuration) :— matières en suspension : 100 mg/l ;— DCO : 300 mg/l ;— DBO5 : 100 mg/l.d) Polluants spécifiques : avant rejet dans le milieu naturel ou dans un réseau d'assainissement collectif urbain.— indice phénols : 0,3 mg/l ;— chrome hexavalent : 0,1 mg/l ;— cyanures totaux : 0,1 mg/l ;— AOX : 5 mg/l ;— arsenic : 0,1 mg/l ;— hydrocarbures totaux : 10 mg/l ;— métaux totaux : 15 mg/l. Les métaux totaux sont la somme de la concentration en masse par litre des éléments Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Sn, Cd, Hg, Fe, Al. |
| <b>Constats :</b> L'analyse du 15/06/2020 montre des dépassements pour les paramètres métaux totaux, MES et DCO. L'exploitant doit réaliser une nouvelle analyse vérifiant que les résultats sont de nouveau conformes.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| <b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |

**Nom du point de contrôle :** Surveillance par l'exploitant de la pollution rejetée.

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 38                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Dans tous les cas, une mesure des concentrations des valeurs de rejet visées à l'article 35 est effectuée tous les ans par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement.                                                                                                       |
| <b>Constats :</b> Les dernières analyses présentées ont été effectuées le 15/06/2020 soit plus d'un an avant la visite d'inspection. L'exploitant a fourni des justificatifs montrant qu'il a changé de prestataire et que de nouvelles analyses sont prévues.<br>L'exploitant doit renouveler chaque année ces analyses de rejet |
| <b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites                                                                                                                                                                                                                                                                           |

**Nom du point de contrôle :** Surveillance par l'exploitant des émissions sonores.

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 41 > IV.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>L'exploitant met en place une surveillance des émissions sonores de l'installation permettant d'estimer la valeur de l'émergence générée dans les zones à émergence réglementée. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 modifié susvisé. Ces mesures sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins. Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence doit être effectuée au moins tous les trois ans par une personne ou un organisme qualifié, la première mesure étant effectuée dans l'année qui suit le démarrage de l'installation. |
| <b>Constats :</b> L'exploitant a fourni un rapport de vérification des émissions sonores daté du 15/06/2021. Il indique que les émissions sont conformes aux seuils réglementaires.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |

**Nom du point de contrôle :** Registre des déchets sortants.

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 43 > I.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>L'exploitant établit et tient à jour un registre où sont consignés les déchets sortants du site. Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes :— la date de l'expédition ;— le nom et l'adresse du destinataire ;— la nature et la quantité de chaque déchet expédiés (code du déchet entrant au regard de la nomenclature définie à l'article R. 541-8 du code de l'environnement) ;— le numéro du bordereau de suivi et, le cas échéant, les références du certificat d'acceptation préalable ;— l'identité du transporteur ;— le numéro d'immatriculation du véhicule ;— la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définies à l'article L. 541-1 du code de l'environnement (recyclage, valorisation énergétique, élimination...) ;— le code du traitement qui va être opéré dans l'installation selon les annexes I et II de la directive n° 2008/98/ CE. |
| <b>Constats :</b> Le pont bascule a été contrôlé il y a moins d'un an.<br>Le registre des déchets ne présentent pas toutes les informations réglementaires requises en particulier l'adresse du destinataire et le code de traitement.<br>L'exploitant doit faire évoluer son registre pour consigner toutes les informations citées dans l'article 43 ci-dessus.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |